



5 juillet 2022

L'honorable Doug Ford
Premier ministre de l'Ontario
Édifice législatif
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 1A1

Monsieur le Premier Ministre de l'Ontario,

Félicitations pour votre réélection au poste de premier ministre de l'Ontario. Il y a quatre ans, il aurait été difficile d'imaginer l'énorme responsabilité que le gouvernement devrait assumer pour guider les Ontariens et Ontariennes pendant une pandémie mondiale et deux des années les plus difficiles de l'histoire de notre province. Nous savons que notre objectif commun d'un Ontario prospère est intrinsèquement lié à notre infrastructure sociale, qui s'est avérée essentielle pour satisfaire aux besoins des Ontariens et Ontariennes défavorisés pendant la pandémie, et qui l'est encore aujourd'hui face à la crise d'abordabilité qui sévit dans la province. Assumer le leadership au cours des quatre prochaines années signifie apporter des solutions concrètes aux obstacles incontournables à une économie forte et dynamique pour tous et toutes – l'itinérance, les emplois précaires et les revenus insuffisants, l'insécurité alimentaire et les problèmes de santé mentale – grâce à des politiques et des programmes publics qui permettent à tous les Ontariens et Ontariennes de se loger, de se nourrir et de soutenir leur famille.

C'est ainsi que nous pouvons renforcer l'Ontario et bâtir un avenir où chaque personne a sa place. Centraide, en collaboration avec ses partenaires communautaires, peut apporter une réelle contribution à l'important travail du gouvernement. Comme lui, Centraide a soutenu les communautés de la province en première ligne de la pandémie, et pendant des décennies avant cela. Pendant les fermetures et depuis, Centraide a été le partenaire de confiance des gouvernements, distribuant des fonds d'urgence cruciaux pour soutenir les personnes les plus touchées et celles qui ont des besoins continus – les Autochtones, les Noirs ou les personnes racialisées, les personnes handicapées, les personnes vivant dans des quartiers à faible revenu, les personnes 2SLGBTQ+, les femmes, les personnes nouvellement arrivées dans la province, les personnes âgées et les personnes sans abri. Les Centraide de l'Ontario travaillent avec les dirigeantes et dirigeants élus locaux, en intégrant nos réseaux d'organismes et nos partenariats intersectoriels pour cibler les priorités, signaler les enjeux et partager les ressources – tout cela pour combler les lacunes et répondre aux besoins en temps réel. Nous continuons de collaborer avec les municipalités pour élaborer et mettre en œuvre les plans de sécurité et de bien-être communautaires mandatés par la province, qui sont essentiels pour résoudre un grand nombre d'enjeux touchant nos communautés.

Tout comme le gouvernement, Centraide est prêt à faire de son mieux pour les résidents et résidentes de cette province et nous avons hâte de travailler avec vous pour tirer parti des possibilités qui s'offrent à nous au profit de tous les Ontariens et Ontariennes. Dans cet esprit, nous vous proposons les recommandations suivantes concernant nos priorités et nos efforts communs.

Sécurité du logement

Un logement sûr, abordable et accessible est la première étape vers une vie stable – une vie qui permettra aux personnes d'accéder à l'emploi, à l'éducation, à une alimentation adéquate et à d'autres mesures de soutien. Nous savons que le coût élevé des logements et de l'énergie devient prohibitif non seulement pour les personnes à faible revenu, mais aussi, de plus en plus, pour les familles à revenu moyen. Le marché du logement locatif abordable offre peu d'options viables – appartements délabrés,

tarifs élevés des services publics et augmentation des coûts de location. Les personnes bénéficiant de l'aide sociale ou ayant besoin de soutien supplémentaire ont très peu d'options. Les reportages décrivent un système défaillant, où certaines personnes bénéficient de programmes, mais sont renvoyées à l'itinérance par après. Ce fossé est notre responsabilité collective. Nous pouvons et devons faire plus.

L'approche de la province concernant les systèmes d'accès coordonné et la liste nominative, ainsi que les efforts visant à offrir une nouvelle souplesse de financement aux gestionnaires de services par le biais du programme de prévention de l'itinérance, sont des étapes positives. Mais nous savons qu'il est possible d'accomplir beaucoup plus si nous veillons à ce que les gens soient logés de façon permanente. Nous voulons travailler avec le gouvernement de l'Ontario pour :

- aborder la question du logement et de l'itinérance des Autochtones en partenariat avec les dirigeants et dirigeantes autochtones, les communautés des Premières nations, les fournisseurs de logements et tous les ordres du gouvernement;
- élargir et protéger l'éventail nécessaire d'options de logement abordable et accessible par de nouveaux investissements dans le logement très abordable, y compris le logement social et les maisons à loyer indexé sur le revenu, et par des politiques efficaces de contrôle des loyers qui protègent l'abordabilité dans les zones rurales et urbaines;
- accroître la collaboration et les investissements dans les logements de transition et les logements supervisés pour les personnes à risque ou sans abri;
- augmenter le soutien aux municipalités pour l'investissement dans la réparation et la rénovation des logements abordables existants, y compris les tours vieillissantes;
- soutenir le partenariat et la participation continue des organismes sans but lucratif sur le marché du logement, y compris l'acquisition d'immeubles résidentiels à logements multiples par les organismes sans but lucratif.

Sécurité des revenus et emploi inclusif

La hausse des prix et l'inflation, dont les taux sont les plus élevés depuis les 40 dernières années, font partie de notre avenir prévisible et exercent des pressions supplémentaires sur nous tous. Cependant, l'augmentation du coût de la vie en Ontario exerce des pressions inimaginables sur la main-d'œuvre dont dépend l'économie. Les personnes à faible revenu ont du mal à joindre les deux bouts, ce qui a des répercussions sur la santé physique et mentale de chacun, le bien-être collectif et la prospérité régionale. Nous savons que le salaire minimum actuel n'est pas un salaire suffisant dans aucune région de la province et qu'il n'a pas suivi le rythme de la hausse des dépenses. La situation des personnes incapables de travailler est encore plus désespérée, les taux d'aide sociale et les règles de récupération contre-productives bloquant par inadvertance les voies de l'indépendance et légiférant efficacement la pauvreté.

Au cours de la dernière année, la province a présenté des politiques prometteuses qui appuient les travailleurs et travailleuses de la province – des changements aux lois du travail concernant les agences d'intérim, les exigences en matière de permis et les délais de traitement des titres de compétences étrangers, et la signature de l'entente de 13,2 milliards de dollars sur les services de garde d'enfants avec le gouvernement fédéral. Nous sommes convaincus que cette orientation se poursuivra et nous voulons travailler avec le gouvernement de l'Ontario pour :

- aligner les taux du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) et L'Ontario au travail à des niveaux vivables, les indexer à l'inflation et en tenir compte dans le prochain budget;
- augmenter le salaire minimum pour qu'il atteigne un salaire réellement suffisant afin que les personnes puissent couvrir leurs dépenses de base et participer à la vie de leur communauté;
- investir dans l'accessibilité à un emploi convenable et stable, notamment par une meilleure information sur le marché du travail, une formation à l'emploi accessible et un soutien global;
- soutenir les accords sur les avantages pour la collectivité qui permettent de tirer parti des investissements dans les infrastructures pour offrir des occasions d'emploi, de formation et d'apprentissage aux résidents et résidentes;

- réduire les conditions de travail précaires, augmenter l'accès aux jours de congé de maladie payés et faire avancer rapidement les engagements en matière de garde d'enfants envers les familles ontariennes.

Communautés inclusives

Pendant la pandémie, les profonds manquements de notre système ont été mis à nu. Après une hausse sans précédent du besoin d'un large éventail de services, le moment est venu de faire le point sur la façon dont nous pouvons soutenir les communautés, les quartiers, les familles et les individus en leur offrant un accès équitable à une vaste gamme de services sociaux. Alors que nous sortons de longues périodes d'isolement après la pandémie et que nous nous préparons aux répercussions à long terme sur la santé mentale de nombreux membres de notre communauté – enfants, jeunes et adultes – sont déjà passés à travers les mailles du filet, des vies perdues à cause d'un nombre sans précédent de décès dus aux opioïdes dans toute la province, des tragédies personnelles et des crises communautaires qui restent sans réponse. Nos partenaires de première ligne signalent également une complexité croissante chez les personnes qui ont besoin de services sociaux et qui sont confrontées à de multiples problèmes d'itinérance, d'insécurité alimentaire, de santé mentale et de toxicomanie.

Comme le gouvernement l'a reconnu dans son rapport d'étape annuel sur le Plan stratégique de lutte contre le racisme de 2021, dans le contexte de la COVID-19, on a également constaté une augmentation du racisme anti-autochtone, du racisme anti-noir, de l'islamophobie, de l'antisémitisme et du racisme anti-asiatique. Il reste encore beaucoup à faire pour bâtir des communautés pleinement inclusives en Ontario.

La province a fait preuve d'un solide leadership dans l'élaboration de plans de sécurité et de bien-être communautaires et nous sommes convaincus que le gouvernement voit l'intérêt d'investir dans la prochaine étape de ce travail, par le biais du financement et de la mise en œuvre. Nous voulons travailler avec le gouvernement de l'Ontario pour :

- soutenir un large éventail de services et de soutiens complets, notamment en embauchant des travailleurs en santé mentale et en toxicomanie, en fournissant des services de réduction des méfaits, d'intervention d'urgence et de prévention;
- engager les résidents et résidentes et les leaders communautaires dans des consultations significatives sur les défis et les solutions locales, en répondant aux besoins uniques des communautés rurales et urbaines;
- augmenter les investissements dans l'éducation publique contre la haine et le racisme, l'établissement de relations et le soutien aux victimes de la haine, et promulguer immédiatement la [Loi en solidarité avec la famille de London](#);
- permettre aux ménages à faible revenu de participer à notre monde de plus en plus numérique – en ajoutant les factures de téléphone et d'Internet aux listes de services publics pour les personnes recevant de l'aide sociale et en établissant un partenariat avec les institutions de logement social pour fournir des services internet gratuits, ce qui élargit l'accès à une foule de services sociaux et des occasions d'emploi et d'éducation;
- investir dans un système régional de transport public rural qui contribue à la réduction du changement climatique, donne aux travailleurs et travailleuses accès aux occasions d'emploi et de travail, et garantit que les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes à faible revenu puissent accéder aux services de santé.

Soutien pour le secteur

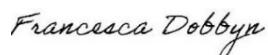
Le secteur des services communautaires tourne à vide. Après avoir travaillé sans relâche au cours des dernières années pour soutenir les Ontariens et Ontariennes en leur fournissant des services essentiels, nous devons maintenant reconstituer et soutenir le secteur. Selon un sondage de l'Ontario Nonprofit Network, près des deux tiers des organismes sans but lucratif ont signalé une augmentation de la demande de programmes et de services, mais la moitié des OSBL ont signalé des pertes de revenus liées à la pandémie en 2020/21. Pour gérer ces pertes de revenus, un tiers des organismes sans but lucratif ont réduit leurs heures de travail ou licencié du personnel.

Nous savons que du soutien pour le secteur est crucial pour les nombreux Ontariens et Ontariennes qui dépendent des programmes et des services. Le secteur sans but lucratif de l'Ontario contribue également de façon importante à l'économie de la province et à la création d'emplois, puisqu'il apporte 65 milliards de dollars au PIB de notre province et emploie 844 000 travailleurs et travailleuses. Nous voulons collaborer avec le gouvernement de l'Ontario afin de :

- fournir un financement de base souple et à long terme afin que les fournisseurs de services communautaires puissent continuer à offrir des services essentiels et à répartir les ressources en fonction de l'évolution des besoins communautaires;
- s'assurer que les ententes de financement provinciales reflètent les coûts d'exploitation, y compris les coûts administratifs et les salaires concurrentiels qui attirent et retiennent le personnel qualifié;
- investir dans l'infrastructure (p. ex., la technologie) et le renforcement des capacités pour permettre au secteur de moderniser la prestation des services, la collecte et l'analyse des données et la production de rapports sur les résultats;
- maintenir des outils et des collaborations novateurs, en mettant l'accent sur la coordination et l'amélioration de l'accès aux services de santé mentale en fonction du lieu et sur des initiatives axées sur les communautés mal desservies et en manque d'équité;
- travailler avec les parties prenantes des services communautaires pour élaborer et déployer une stratégie en amont axée sur la prévention de la violence sexiste, en milieu rural et urbain.
- cibler et investir dans de nouvelles approches de financement et de prestation de services dans les communautés rurales.

Le potentiel très prometteur de notre province est à notre portée, mais seulement si un avenir brillant et prospère est possible pour chaque Ontarien et Ontarienne. Bien que chaque personne mérite mieux et de rêver plus grand, plusieurs d'entre elles ont besoin du soutien de leur gouvernement et de leur communauté pour y parvenir. Nous avons tous besoin d'un logement, d'un emploi stable, de revenus suffisants, de services accessibles et de quartiers forts. Ils devraient être à portée de main – et ils peuvent l'être, mais seulement si nous travaillons tous ensemble. Voilà ce que notre mouvement est prêt à accomplir, en partenariat avec le gouvernement.

Sincèrement,



Francesca Dobbyn
Directrice exécutive
United Way Bruce Grey



Mary Lou Hussak
Directrice exécutive
United Way Centraide North East Ontario



Sharon McCormick
Directrice administrative
United Way Centraide Simcoe Muskoka



Juliette Labossière
Directrice exécutive
United Way/Centraide Stormont, Dundas &
Glengarry



Lorraine Goddard
Chef de la direction
United Way/Centraide Windsor-Essex County

Barbara Palace
Chef de la direction
United Way Chatham-Kent

Brandi Hodge
Directrice exécutive
United Way Hastings & Prince Edward

Penny Barton Dyke
Directrice exécutive
United Way for the City of Kawartha Lakes

Brad Park
Président et chef de la direction
United Way Halton & Hamilton

Cindy Murray
Chef de la direction
United Way Durham Region

Bhavana Varma
Présidente et chef de la direction
United Way of Kingston, Frontenac, Lennox &
Addington

Michael Allen
Président et chef de la direction
Centraide de l'Est de l'Ontario

Trish Buote
Directrice exécutive
United Way Leeds & Grenville

Kelly Ziegner
Présidente et chef de la direction
United Way Elgin Middlesex

Frances Hallworth
Présidente et chef de la direction
United Way Niagara

Daniele Zanotti
Président et chef de la direction
United Way Greater Toronto

Kelly Gilson
Directrice exécutive
United Way Oxford

Glenna Banda
Directrice exécutive
United Way Guelph Wellington Dufferin

Ryan Erb
Directeur exécutif
United Way Perth-Huron



Jim Russell
Chef de la direction
United Way Peterborough and District



Albert Brulé
Chef de la direction
United Way Thunder Bay



Brian Shelley
Chef de la direction et directeur de la
philanthropie
United Way Simcoe Muskoka



Joan Fisk
Chef de la direction
United Way Waterloo Region Communities



Lori Huston
Directrice exécutive
United Way Sault Ste. Marie and Algoma District

c. c. :

Honorable Sylvia Jones, Vice-première ministre, ministre de la Santé
Honorable Peter Bethlenfalvy, ministre des Finances
Honorable Merrilee Fullerton, ministre des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires
Honorable Steve Clark, ministre des Affaires municipales et du Logement
Honorable Monte McNaughton, ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences
Honorable Victor Fedeli, ministre du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce
Honorable Prabmeet Sarkaria, Président du Conseil du Trésor
Honorable Michael Tibollo, ministre associé délégué au dossier de la Santé mentale et de la Lutte contre les dépendances
Honorable Michael Parsa, ministre associé du Logement